

Quelles menaces pour le Cameroun ? S'interroge la semaine dernière notre confrère Le Messenger après la mort du président tchadien Idriss Deby Itno. De quoi demain sera-t-il fait dans la lutte contre le terrorisme et la secte islamiste Boko Haram ? Comme se demandent d'autres observateurs dans la même foulée. Pour répondre à toutes ces questions et à bien d'autres dans cette édition, nous avons bien voulu faire un succinct survol chronologique de certains faits qui pourraient démontrer le rôle qu'aurait joué Idriss Deby Itno aux côtés de Paul Biya pour combattre l'hydre Boko Haram.

Le président tchadien , Idriss Deby Itno, a rejoint la terre de ses ancêtres vendredi 23 avril dernier, devant un parterre de chefs d'Etat ou leurs représentants. Tout s'est passé en toute sérénité. Seulement Idriss Deby Itno part en laissant derrière lui un certain nombre de grosses interrogations autant sur l'avenir de son pays le Tchad que sur la stabilité du Cameroun. Pour ce qui est donc de notre pays, le régime de Ndjamena, doit-on inéluctablement se souvenir, a longtemps été considéré ces dernières années comme le véritable bouclier du Cameroun contre toutes les tentatives de déstabilisation jusque-là initiées par des comploteurs dans sa partie septentrionale. En effet, il y a quelques années, le Tchad avait été choisi par les ennemis de notre pays comme la base arrière de la déstabilisation du Cameroun. Ceci, à travers un « général » autoproclamé du nom de « Baba Laddé », un ancien sous-officier de la gendarmerie tchadienne, pro-peuhl, dont les accointances avec l'ancien ministre de l'Administration territoriale, Marafa Hamidou Yaya, étaient avérées. A en croire par exemple une note des services spéciaux basés à Garoua datant de 2012 et dont votre journal avait fait écho dans son édition N°155 du lundi 13 février 2012, Abdel Kader Baba Laddé était au cœur des manœuvres souterraines de déstabilisation du Cameroun. Des indiscrétions contenues dans ce rapport des services spéciaux de Garoua, le présentaient comme le chef de file de tous ces coupeurs de route qui écumaient à cette époque-là la localité de Bibémi, village natal de Marafa Hamidou Yaya.

A travers leur mode opératoire, lesdits coupeurs de route s'illustraient sur le terrain, non seulement par l'usage d'armes à feu sophistiquées, mais surtout par une habilité déconcertante à déjouer toutes les embuscades tendues par les forces de défense et de sécurité. Ces coupeurs de route identifiés comme des rebelles tchado-soudanais, étaient regroupés dans un mouvement politico-militaire dénommé Front patriotique pour le Redressement (Fpr). C'était près de 6 000 hommes lourdement armés. Des renseignements fournis à cette époque par les services spéciaux, l'on apprend que ce sont ces hommes de Baba Laddé qui avaient jadis campé à Kaga Bandoro en RCA, après avoir renversé le président Ange Félix Patassé. Selon nos sources exclusives, ce sont également ces hommes de Baba Laddé qui devaient faire feu de tout bois pour placer Marafa Hamidou Yaya au pouvoir à Etoudi. Ceci, avec la caution tacite des réseaux français. Malheureusement pour les comploteurs, ils vont trouver sur leur route Idriss Deby Itno qui ne coopère pas. Pire il décide de faire arrêter Baba Laddé pour démontrer toute sa loyauté vis-à-vis de son homologue camerounais. En

effet, après la conférence de presse conjointe des chefs d'Etat à l'issue du Sommet de Paris sur la sécurité au Nigéria du 16 mai 2014 où le président Paul Biya déclare la guerre à Boko Haram, Baba Laddé est arrêté en décembre 2014 par les éléments de la Minusca, puis transféré à Ndjamena le 2 janvier 2015. Le chef rebelle tchadien est condamné en 2018 à 8 ans d'emprisonnement pour, entre autres, « association de malfaiteurs » et « vol ». Même s'il sera libéré le 7 septembre 2020 grâce une remise de peine présidentielle. Pour de nombreux observateurs, à travers cette incarcération de Baba Laddé, le chef de l'Etat tchadien aura ainsi marqué son rapprochement stratégique vis-à-vis du président Paul Biya. Une stratégie qui va d'ailleurs se renforcer dans la Force multinationale mixte créée pour lutter contre Boko Haram. Elle regroupe en effet les Etats du Bassin du Lac Tchad que sont le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad.

RECONNAISSANCE OFFICIELLE

Seulement, selon nos sources exclusives, cette synergie d'actions entre les présidents camerounais et tchadiens aurait été mal perçue par les comploteurs de certains milieux politiques français, déterminés à en finir avec le régime au pouvoir à Yaoundé. D'ailleurs, ce sont ceux-ci qui, ces dernières années, ont chaque fois fermé les yeux sur les exactions menées contre le Cameroun, à l'instar des casses de l'ambassade du Cameroun à Paris. On subodore également leur soutien tacite à Maurice Kamto à la dernière élection présidentielle de 2018. Tout comme, on observe la tiédeur de leur position face aux exactions des sécessionnistes anglophones dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest depuis 2016. Le ministre français de la Justice, Me Dupont Moretti, avocat au Barreau de Paris, sait exactement de quoi il parle lorsqu'il déclare aujourd'hui ceci : « quand on analyse la situation au Tchad, il est loisible de comprendre que le Cameroun a la chance d'avoir un chef d'Etat de la carrure de S.E. Paul Biya ». Comme on peut donc le constater, l'entêtement d'Idriss Deby Itno à barrer la route aux forces de déstabilisation déployées pour faire tomber le régime d'Etoudi n'aura fait qu'agacer ces comploteurs français. D'ailleurs, pour de nombreux analystes, le discours panafricaniste et même révolutionnaire d'Idriss Deby Itno n'aura fait qu'accroître cet agacement ces derniers mois. Dans l'un de ses discours lors de la dernière présidentielle, il titille par exemple avec véhémence ces « gens qui nous ont pillé pour encore nous maintenir dans l'esclavage, dans le colonialisme (...) Aujourd'hui beaucoup de pays connaissent des problèmes, des problèmes d'insécurité. Ça vient d'où ? Ça vient d'où ? C'est tombé du ciel ? Financés par qui ? Armés par qui ? Toutes ces stratégies sont montées pour que l'Afrique reste ce qu'elle est aujourd'hui. Et on continue à assassiner des hommes politiques. On continue à assassiner comme on a assassiné François Tombalbaye (Ndlr : président tchadien assassiné lors d'un coup d'Etat le 13 avril 1975 à Ndjamena) qui avait refusé le pétrole à la France et qui l'avait donné aux Américains. Il avait dit le jour où il signait la convention avec Exxon Mobil en son temps : « je suis en train de signer mon arrêt de mort. »

A en croire nos mêmes analystes, voilà le discours fatal. La goutte d'eau de trop qui aurait poussé la France à signer son arrêt de mort. Car, pour eux, si la France avait continué à le tolérer, c'est parce qu'elle se servait du président tchadien pour combattre les terroristes au Mali et au Niger. Mais ayant décidé de le lâcher, la France a volontairement laissé les colonnes de rebelles du Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad se rapprocher de Ndjamena en passant par le Niger. Et ce, malgré les accords de défense qui lient les 2 pays. Résultat des courses : les radars français ont carrément fermé les yeux sur l'avancée de ces colonnes. En

venant donc assister personnellement aux obsèques officielles d'Idriss Deby Itno, organisées à Ndjamena vendredi 23 avril dernier, Emmanuel Macron a tout simplement confirmé cet adage populaire qui dit que : l'ennemi revient toujours au lieu du crime. Une présence interprétée par nos analystes comme une reconnaissance officielle du jeune homme fort de Ndjamena, Mahamat Idriss Deby Itno. Mettant ainsi sous le boisseau le respect de la Constitution du Tchad. Pour sceller un « new deal » avec les successeurs d'Idriss Deby Itno dont la docilité est attendue à Paris. Ainsi la présence des rebelles aux portes de Ndjamena serait tout simplement une sorte d'épée de Damoclès suspendue sur la tête du général Mahamat Idriss Deby Itno et son équipe. Alors, en acceptant d'être dorénavant plus docile à l'égard de Paris, le nouvel homme fort de Ndjamena accepterait-il d'être le bras séculier des comploteurs français dans leur optique de déstabiliser le Cameroun, avant le mois d'août prochain ? Il faut toutefois noter, et bien le noter le nouvel homme fort du Tchad n'est pas l'unique fils général du feu maréchal Idriss Deby Itno. Il a d'autres aînés, eux aussi des généraux. Voici quelques-uns : l'aîné est le général Nassour Deby Itno, directeur du cabinet militaire adjoint de son père. Puis vient le général Zakaria Deby Itno, ancien directeur du cabinet civil de son père, puis l'actuel ambassadeur du Tchad aux Emirats. Il y a aussi le directeur de cabinet civil actuel Adbekim Deby Itno, général aussi. Il faut ajouter le général Hassane Deby Itno, chef d'Etat-major de l'armée de l'air. Alors question : pourquoi at-on jeté un dévolu sur l'actuel sur l'actuel homme fort ? Assurément, parce qu'il n'est pas, malgré les apparences, un enfant de chœur.

Source : La Nouvelle
